

Le peuple avait donné le pouvoir
aux chefs ouvriers.
Ils l'ont abdicqué entre les mains
de Bonaparte.

Ils ont plébiscité de Gaulle !

LA GRANDE TRAHISON des chefs ouvriers

par P. FAVRE

Majorité ouvrière

Deux partis ouvriers ont ensemble 10 millions de voix dans le pays. Ils ont une confortable majorité à la Constituante. Ils se sont mis d'accord sur un programme assez peu neuf, mais très « raisonnable ».

Depuis le 21 octobre, nous pourrions avoir un Chef de gouvernement socialiste ou communiste français et un gouvernement Thorez-Blum-C.G.T.

Les grenouilles se donnent un roi

Toute la crise se résumait en ceci: le suffrage universel a donné la direction du pays aux partis ouvriers. Mais les chefs des partis ouvriers voulaient remettre leur pouvoir à de Gaulle. Celui-ci et ses porte-paroles posaient une condition: capitulation sans condition sur le programme. Thorez et Blum ont accepté. Car l'un et l'autre étaient décidés de toute manière à remettre le général sur le trône de la IV^e République.

Thorez regrette seulement le temps que l'on a perdu pour rendre au pays le chef de la D.G.E.R. (discours d'Ivry, 10 novembre).

Jacques Duclos écrit dans l'« Humanité » du 13 novembre, que son parti

Voter pour Bonaparte

La désignation du chef du gouvernement représente une étape décisive au double point de vue politique et juridique.

En effet, aux termes de la loi Aurioi, que signifie donner le pouvoir exécutif à de Gaulle? Ceci: — Qu'il décide en maître du programme gouvernemental.

— Qu'il possède seul le privilège de désigner les candidats ministres et de répartir les sièges.

— Qu'il est inamovible pendant les sept mois de session de la Constituante. Il ne peut être renversé: il est donc incontrôlable. En cas de désaccord

Le défi des 200 familles

Revenue des frayeurs que lui ont causées les résultats des élections, la feuille des 200 familles « Le Monde » se paie le cynique plaisir de lancer un défi aux chefs ouvriers:

« Qu'attendez-vous? Désignez un des vôtres, si vous estimez pouvoir vous passer de De Gaulle ». Car, écrit-elle le 12 octobre, « Comment défendre et comment réalise-t-on un programme? En prenant le pouvoir. Or nous avons à la Constituante deux partis qui peuvent dès demain, s'ils le veulent, prendre le pouvoir. Il est même inutile de présenter ce programme à

Plaidoirie misérable

Une seule préoccupation les absorbe actuellement: préparer leur plaidoirie devant l'histoire en rejetant sur le « parti frère » la responsabilité de toute la trahison.

Daniel Mayer explique: « nous avons voté oui-oui. Mais nous posons nos conditions. Nous voulions être in-

Le mécanisme de la trahison

En réalité la trahison S'EST FAITE EN 2 TEMPS.

Premier temps: Les socialistes en rédigeant et en votant la loi Aurioi (2^e question du referendum) ont trahi en préparant l'instrument de domestication de la Constituante.

Deuxième temps: Au lieu de désigner Thorez, Blum ou tout autre représentant des partis ouvriers et de la C. G. T. comme chef de gouvernement (ce qu'ils pouvaient faire grâce

à la réalisation du programme pourrait commencer sans délai.

Mais au lieu de cela, on discute, on discute. On s'affole. Ou est-il? Que fait-il? Que pense-t-il? Acceptera-t-il? N'est-il pas froissé que nous ayons préparé un programme sans lui? La fièvre monte parce qu'il se fait, le silence et la solitude convenant à un grand chef et au sauveur de la patrie.

« Il va de soi que nous ne saurions faire obstacle à une manifestation d'unanimité nationale autour d'une candidature qui découle tout naturellement des résultats du referendum. »

En réalité, le choix du chef du gouvernement dépendait exclusivement du vote des députés socialistes et communistes français qui, comme les grenouilles de la fable, ont décidé de se donner un maître à poigne.

avec l'Assemblée, il peut faire planer sur elle la menace d'une dissolution.

On conçoit que dans ces conditions l'Assemblée s'agitera en pure perte pendant sept mois sous l'œil narquois du général des trusts, et que rien du programme des partis ouvriers ne sera appliqué. Mais l'enjeu dépasse de loin la question du programme: socialistes et communistes français en abdicquant entre les mains du général des trusts le pouvoir qu'ils ont reçu du peuple nous ont fait brûler les étapes vers la dictature. Ils nous ont introduits à plein-pied dans le bonapartisme affirmé.

qui que ce soit. Et même en ne le présentant pas, les communistes auront l'avantage de respecter la loi du referendum devant laquelle ils « s'inclinent ». Les deux partis peuvent avoir au gouvernement la majorité ou même la totalité des portefeuilles. Les leviers de commande sont là, à leur disposition.

Misant sur la couardise de ses adversaires, la bourgeoisie s'offre le plaisir de leur lancer un défi plein de mépris. Le défi n'a pas été relevé. Ils se sont mis à plat ventre devant le général des trusts.

Thorez et Duclos renvoient la balle: « Le mal était déjà fait. Nous avons dû nous incliner devant le referendum. Nous nous lavons les mains de tout ce qui en résulte. »

Le vrai plébiscite de De Gaulle ne s'est pas fait dans le pays, les socialistes ayant entretenu jusqu'au bout l'équivoque, il s'est fait A LA CONSTITUANTE et les 2 partis ouvriers en portent la honte et l'entière responsabilité.

Que faire ?

Les travailleurs ont été trahis. Mais ils ne s'inclineront pas devant le fait accompli.

Ils n'accepteront pas que leur espoir soit déçu, que le programme serve de paillason au gouvernement et de hochet entre les mains d'oppositionalistes qui ont refusé le pouvoir et collaboré

rent au gouvernement avec les agents des trusts.

Ils se mobiliseront au quartier, à l'usine, dans les syndicats pour imposer aux chefs traités la rupture de la coalition infâme avec le sabre et le goupillon pour imposer l'application du programme par un gouvernement Thorez-Blum-C. G. T.!

capitalistes, il faut la grève générale. Bien. Mais une grève générale se prépare comme une bataille que l'on veut gagner.

Motion votée à l'unanimité par la XII^e Section Fédérale de la R. P. des P. T. T.

POUR L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES

Les postiers du XIII^e, réunis le 3-11-45 à l'appel de la section syndicale, ayant pris connaissance de la décision gouvernementale concernant les traitements inférieurs à 4.800 fr., manifestent leur mécontentement et considèrent l'indemnité de 200 à 400 francs comme une insulte à la misère des travailleurs de l'Etat les plus exploités.

Les postiers du XIII^e exigent un minimum de pouvoir d'achat sur la base de 4.800 applicable au 1^{er}-2-45.

Ils demandent que soit prévue pour l'avenir une adaptation automatique des traitements et salaires au coût de la vie à l'aide d'indices établis par la C. G. T.

Mais pour éviter que l'attribution

aux travailleurs d'un pouvoir d'achat suffisant ait une répercussion immédiate sur les prix, les postiers du XIII^e exigent que la C. G. T. ORGANISE UNE ACTION des travailleurs sur le lieu du travail pour que ceux-ci exercent un contrôle rigoureux sur l'établissement du prix de revient afin de limiter les bénéfices patronaux et commerciaux.

Pour imposer un pouvoir d'achat suffisant et une limitation des bénéfices scandaleux comme indiqués ci-dessus, les postiers du XIII^e sont décidés à passer à l'action directe, n'ayant plus confiance dans les méthodes employées par les directions syndicales auprès des services publics.

Numéro 97
Permanence du P.C.I.
19, rue Daguerré
Paris XIV^e
Tous les après-midi
de 15 à 20 heures
et le dimanche matin
de 9 à 12 heures.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ
Premier journal paru dans la clandestinité (No 1 Août 1940)
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IV^e Internationale)

17 Novembre 1945
Bulletin intérieur
Abonnements :
26 Nos : 50 F.
52 Nos : 100 F.
Demazière Albert,
C. C. F. 4825-72,
Paris XIV^e

Albert Demazière lance l'appel pour 1 million

TIRANT devant le Comité Directeur les leçons de la campagne électorale, le Secrétaire général du Parti salue le dévouement et l'activité des militants qui ont surmonté tous les obstacles.

Dans l'Isère, dit-il, ils étaient animés par le grand exemple de nos camarades Raffin-Dugens, Martel, Martin et Fabre, vieux militants de la classe ouvrière qui, après de longues années de lutte, ont compris la nécessité de rompre avec la direction traitre du P. C. F. pour renouer avec le communisme et l'Internationalisme.

Les succès obtenus prouvent l'existence d'un courant révolutionnaire déjà puissant et nous imposent tâches urgentes:

1) « Capitaliser » notre influence, c'est-à-dire organiser les ouvriers révolutionnaires dans un Grand Parti Communiste Internationaliste. Ce Grand Parti est depuis longtemps une nécessité pour la classe ouvrière. C'est aujourd'hui une possibilité immédiate. Nous ne faillirons pas à notre tâche.

2) Notre deuxième objectif doit être de faire élire plusieurs députés trotskystes à l'Assemblée qui sera élue dans 7 mois. Tout doit être mis en œuvre pour résoudre le problème financier. Nous devons rassembler plusieurs millions de francs.

Militants, stagiaires et sympathisants doivent se mobiliser pour notre grande souscription, car ils veulent, comme nous, que la parole communiste retentisse à nouveau, après de longues années, à la tribune du Parlement bourgeois.

Il n'y a pas de temps à perdre. La campagne pour le premier million est ouverte le 15 novembre. Souscrivez, faites souscrire pour le 1^{er} million. Cette 1^{re} tranche doit être couverte dans un temps record.

C.C.P. Albert Demazière, N° 4825-72 Paris 14^e

LA GUERRE DU CAOUTCHOUC

Avec les coolies... ou avec Leclerc ?

par Marcel Baurière

LA guerre de l'Indochine, c'est la guerre du caoutchouc. Ce n'est pas nous qui le disons: le « Financial Times » annonçait il y a deux jours que l'on apprend à Paris que « sur les 170.000 tonnes de caoutchouc brut stockées en Indochine et dont une partie seulement est contrôlée à l'heure actuelle par les Alliés, la France a été autorisée à disposer d'un premier contingent de 30.000 tonnes. Dès à présent les autorités françaises se préoccupent de faire charger ce caoutchouc à destination de la Métropole ».

Ca c'est pour les stocks. En plus il fallait « libérer » l'Indochine, rapidement, par les armes, pour remettre en place les planteurs de caoutchouc.

Mais les Indochinois ont un sens différent de la liberté, qui s'oppose à l'intérêt des colons français. Pour eux la liberté c'était la reconnaissance de LEUR gouvernement, le Viet-Minh. Et ils se battent. Et ils s'en prennent... « même aux stocks de caoutchouc ». Une dépêche de l'A. F. P. du 9 novembre nous apprend: « Les journaux anamites rapportent que les partisans du Viet-Minh ont décidé d'incendier tous les stocks de caoutchouc et d'appliquer en Indochine la tactique de la terre brûlée ». Et la note ajoute: « Les stocks de caoutchouc sont la propriété du gouvernement français qui, au cours des dernières années, les a achetés pour venir en aide aux planteurs qui ne pouvaient plus exporter leurs produits. »

Les stocks et les plantations se trouvent ainsi menacés par les ravages de la guerre et les représailles possibles du Viet-Minh. Que faire?

DIVERGENCES CHEZ LES NEGRIERS

Dans la crainte de tout perdre et d'être supplantés par l'Amérique, les planteurs de caoutchouc seraient assez partisans d'un « compromis »... qui leur assurerait la garantie de leurs droits sur les plantations.

Des militaires sont aussi partisans de cette politique « souple », comme le colonel Cédille, qui est justement l'homme des planteurs.

Mais la clique des militaires a besoin de succès de prestige. Elle est soutenue vigoureusement par le gouverneur de Langlade, qui est au-dessus de ces basses préoccupations d'intérêts matériels. De Langlade ne partage pas les angoisses des planteurs de caoutchouc. Car ses plantations, à lui, sont à l'abri, en Malaisie!!!

Le général Leclerc de Hauteclouque continue donc à « pacifier ». Il est soutenu par les Anglais qui craignent l'effet de la contagion d'une Indochine libre pour les Indes britanniques, toutes proches.

Et puis le « Libérateur de l'Indochine » dispose des réserves en hommes et en matériel de l'armée japonaise. Nous espérons que bientôt une promotion spéciale de décorations françaises (des Croix de la Libération) viendront récompenser les dociles officiers du Mikado.

L'heure est à l'unité des travailleurs des services publics dans un large rassemblement par la grève générale pour faire aboutir leurs revendications communes. Le maintien de la politique syndicale, c'est la division dans l'inaction.

Tous pour l'unité dans l'action.

A CHACUN SES ALLIES

Malgré ses rivalités, la bourgeoisie mondiale sait s'accorder pour réprimer les foyers de révolte qui surgissent un peu partout contre sa domination. En Indochine, impérialistes anglais et français ont fait le Front Unique. Ils emploient des mercenaires japonais. Demain ils envoveront peut-être la Légion étrangère, rajournée par ses recrues de fraîche date (les nazis de l'armée allemande). En Indonésie les Anglais et les Américains (ces derniers exigent seulement que l'on enlève leurs marques sur les tanks américains) aident les Hollandais à écraser le peuple indonésien.

A l'Internationalisme des prolétaires, il faut opposer l'Internationalisme prolétarien. Par leur action concertée dans le monde, les prolétaires de tous les pays doivent faire reculer leurs gouvernements. En Angleterre les ouvriers doivent manifester en masse pour faire pression sur le gouvernement travailliste. En France, où Socialistes et Communistes ont la majorité, il faut exiger que le gouvernement reconnaisse le gouvernement du Viet-Minh et retire ses troupes.

PAS DE TREVE...

Les impérialistes emploient tous les moyens pour tromper leurs adversaires. Leclerc avait proposé une trêve au gouvernement du Viet-Minh. Ce dernier a commis la faute d'accepter. Leclerc en a profité pour débarquer des hommes et du matériel. En Indonésie les impérialistes ont tendu le même piège. Le leader nationaliste Soekarno a accepté la trêve, et donné l'ordre de rendre les armes. Mais le peuple a refusé de se désarmer et la lutte continue. DANS LA LUTTE CONTRE LA BOURGEOISIE IL N'Y A PAS DE TREVE. Seule la victoire peut mettre fin aux combats.

LA LUTTE DES PEUPLES COLONIAUX EST NOTRE LUTTE

Le gouvernement du Viet-Minh n'est pas un gouvernement prolétarien. La bourgeoisie indigène y est largement représentée. Mais la lutte de ce gouvernement pour l'Indépendance est progressive. Elle affaiblit l'impérialisme. Elle facilite donc la lutte du prolétariat contre son propre impérialisme.

Par ailleurs, la bourgeoisie indigène des pays coloniaux est trop faible pour résoudre elle-même les problèmes posés par l'Indépendance. L'Indochine libre verra le triomphe des ouvriers et paysans indochinois. L'élite intellectuelle indochinoise rejoint de plus en plus la seule classe capable de résoudre les problèmes actuels: le prolétariat.

Les dockers de Melbourne ont donné l'exemple. Les dockers de tous les pays doivent les imiter.

Pas un homme, pas un sou, pas une minute de travail, pour les colonialistes.

Les travailleurs ne doivent pas « collaborer » avec les criminels qui assassinent femmes et enfants indochinois.

Que chacun choisisse sa place. Soit avec Leclerc, les lance-flammes, les avions et les mercenaires du Mikado.

Soit avec les coolies. A chacun de se prononcer.

VIVE LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES!
VIVE L'INDOCHINE LIBRE!

Le programme des gauches

LE document publié par les grands partis ouvriers, sous le titre de « Programme des gauches », reprend en gros le programme du C.N.R. avec ses côtés positifs et aussi ses inconséquences et ses erreurs. Tel qu'il est, il pourrait servir néanmoins de base à l'action d'un gouvernement des socialistes et des communistes français appuyés par l'action vigilante des masses. Mais l'utilisation qui en est faite lui donne un tout autre sens: celui d'une déclaration de principe devant laquelle on demande au général Bonaparte de tirer son légitime... symboliquement!

Que contient ce programme ?

Sur certains points, il donne satisfaction à la volonté clairement exprimée des masses populaires:

1^o abolition des lois scélérates, de l'internement administratif et de l'espionnage policier;

2^o les nationalisations des grosses banques et des industries trustées;

3^o sur le plan extérieur, la rupture immédiate avec Franco;

4^o pour la presse, la suppression de l'autorisation gouvernementale et LA REPRESION DE LA DIFFAMATION qui pèse d'un poids si lourd dans la vie politique actuelle.

Encore convient-il de noter que:

1^o les nationalisations sont prévues avec indemnisation, c'est-à-dire qu'au lieu d'expropriar les voleurs, le programme condamne les travailleurs qui ont été pour Schneider à continuer à payer des impôts pour que Schneider du Creusot continue à toucher ses dividendes sous forme de rente;

2^o il n'est question de nationalisation que pour certaines grosses banques, c'est-à-dire que, par le système des filiales camouflées, la haute finance continuera à dominer l'économie;

3^o il n'est pas non plus question de confisquer les bénéfices de guerre, ce qui serait aisément réalisable si l'on voulait se donner la peine d'ouvrir les livres de comptes et les livres de la Reichskreditkasse.

Dans ces conditions, les nationalisations se heurteront à des difficultés financières énormes que les capitalistes sauront aggraver et exploiter.

du mauvais...

Sur d'autres questions essentielles, le programme n'apporte pas de solution pratique susceptible de satisfaire les revendications les plus légitimes des masses laborieuses. Les mesures proposées sont illusoire ou inapplicables parce qu'elles ne s'attaquent pas à la structure réactionnaire de l'Etat bourgeois.

Des exemples? En voici:

« Supprimer la D.G.E.G. », c'est bien! Mais souvenons-nous que, sous le gouvernement Blum, la police républicaine ouvrit le feu sur une manifestation antifasciste des travailleurs de Clichy. Une police mercenaire sera toujours une police de classe. Un seul rempart pour les libertés démocratiques: les milices ouvrières en armes!

« Supprimer les discriminations raciales », s'est parfait! Mais pourquoi ne pas se prononcer pour les droits légaux aux travailleurs coloniaux et immigrés, les éternels parias.

« Réduire les frais de justice », ce n'est pas une mauvaise chose. Mais tant qu'il y aura des juges mercenaires et quel que soit leur « loyalisme républicain » (tous, sauf un, ont prêté serment à Pétain!), la justice restera celle des classes possédantes. La justice des immenses masses laborieuses, c'est celle des tribunaux populaires élus.

« Simplifier les administrations publiques »? pourquoi pas? Mais là encore le problème n'est-il pas de BRISER un puissant appareil qui restera toujours à la dévotion des capitalistes — quand bien même le « souffle républicain » y soufflerait en cyclone — et de le remplacer par des organes élus. Milice ouvrière, tribunaux populaires, corps administratifs élus... mais c'est de l'utopie nous répondront les auteurs du programme. Non, l'utopie c'est de dire que l'on peut renover démocratiquement l'Etat bourgeois sans s'attaquer à ses fondements mêmes, ce que la classe ouvrière a la force de faire aujourd'hui.

(Suite page 2.)

APPEL aux travailleurs italiens

Compagni!
Terminato l'orrendo macello mondiale è necessario uscire dall'ombra. A nessuno di noi deve rispondere all'appello e riprendere suo posto di battaglia.

I compagni francesi e dottero un glorioso esempio. Trascurondo gli insulti, calunnie e brutali assalti di cocciuti settari che (le spalle difese dal crollante conservatorismo borghese) tentarono — IN NOME DELLA LIBERTA — di soffocare la franca e sincera parola del partito di LENIN seppero affrontare coraggiosamente il nemico comune ed innalzare al vento il vessillo rosso della IV^e internazionale.

Noi, compagni italiani, che dovremo dare l'opera nostra al risorgimento e portare nostro concorso ai gloriosi combattenti per la emancipazione proletaria del nostro paese raggruppiamo le nostre forze e prepariamoci all'azione.

I compagni francesi ci offrono loro completo appoggio.

Per collegamento indirizzare al sede del P. C. I. IV^e, 19, rue Daguerré, Paris (14^e). L'incarico: Turin.

ORADOUR... en Indochine !

C HACUN se souvient du cynisme de la propagande hitlérienne sur-tout lorsqu'elle expliquait l'assassinat des maquisards. Voici comment elle s'exprimait à l'occasion du massacre et de l'incendie d'Oradour par les S.S. de Wlassof:

« Un village français au nord de la rivière Glane, a pris feu hier, à la suite d'une attaque de francs-tireurs terroristes contre les troupes caennaises du commandement allemand qui se déplaçaient dans des voitures blindées.

Le grand Q. G. en France, signalant l'incident, a déclaré qu'on ne savait pas ce qui avait au juste déterminé l'incendie. On l'attribue toutefois à la présence d'explosifs entroposés dans le village. » (D.N.B.)

Or, voici la note transmise le 28 octobre 1945 par l'agence française A.D.I.

« Saigon. — Un village annamite au nord de la rivière Cho a pris feu hier, à la suite d'une attaque de francs-tireurs annamites contre des troupes indiennes du commandement britannique qui se déplaçaient dans des voitures blindées.

Le haut commandement du Sud-Est asiatique, signalant l'incident, a déclaré qu'on ne savait pas ce qui avait au juste déterminé l'incendie. On l'attribue toutefois à la présence d'explosifs entroposés dans le village. » (A. D.I.)

A vrai dire nous ne garantissons pas l'authenticité du premier document, mais seulement sa vraisemblance.

Le deuxième document rigoureusement exact, montre que les S. S. ont laissé des émules et que la propagande de Goebbels n'est pas morte.

Le programme des gauches

(Suite de la première page)

et le pire...

Sur des problèmes capitaux, le programme reprend la politique et la phraséologie hypocrite du Gouvernement provisoire. Ainsi:

l'armée? aucune mesure concrète pour briser la caste des officiers de coup d'Etat. Rien sur l'élection des officiers!

les salaires? des promesses sur un minimum décent de salaires, mais le silence sur la seule mesure qui assurera ce minimum en s'attaquant aux bénéfices des capitalistes; l'échelle mobile des salaires;

la politique extérieure? des phrases mensongères sur la « sécurité collective » (?) assurant la paix entre les impérialismes, mais aucun engagement de publier les traités secrets;

les colonies? le programme prévoit « la préparation (1) de leur évolution (1) vers l'autonomie », mais il ne désavoue pas les massacres d'Indochine et ne promet pas la reconnaissance immédiate du Gouvernement des Viet-Minh.

A l'action!

Appliquez votre programme!

Malgré des tares profondes que nous n'avons pas le droit de taire, ce programme ne fait nullement l'affaire des capitalistes. Les radicaux l'acceptent, le M.R.P. le tolère... dans la mesure où il ne serait pas appliqué!

C'est là, en effet, le problème essentiel. Si, comme par le passé, sa réalisation est remise à un gouvernement « d'union nationale », les ministres des trusts au sein de ce gouvernement sauront empêcher toute mesure sérieuse contre les trusts. Rien ne se fera. Et ce sera la grande déception avec au bout la dictature bonapartiste.

Si, au contraire, les partis ouvriers VEULENT vraiment appliquer LEUR programme (étatisation des libertés démocratiques, nationalisations, relèvement du pouvoir d'achat des travailleurs), s'ils constituent un gouvernement Thorez-Blum-C.G.T., à l'exclusion de tout représentant des capitalistes, le programme des gauches peut être un premier pas en avant.

A l'action, socialistes, communistes français, C.G.T. A l'action pour appliquer votre programme. Vous avez derrière vous la majorité du pays, vous êtes en majorité à la Chambre.

Voter pour de Gaulle, c'est trahir votre programme. Accepter le M.R.P. (le meilleur rempart des profiteurs) au gouvernement, c'est trahir votre programme.

Ne pas prendre tout le pouvoir, c'est trahir les masses travailleuses qui vous ont fait confiance!

La Vie du Parti

2 meetings du P.C.I. en Bretagne 1.100 travailleurs à Quimper 1.200 à Concarneau

A Quimper, 1.100 travailleurs se sont réunis le 18 octobre, dans la salle des fêtes, sous la présidence de Métyer, député politique, assisté de la compagne de notre camarade Marc Bourhis, fusillé à Chateaubriant, et de Eliane Rouel. La réunion, annoncée en ville par voiture-radio, s'ouvrit au chant de l'Internationale.

Gérard Trevien, député politique à Dora, exposa la lutte des trotskystes pendant six ans de guerre et d'occupation et réfuta les calomnies lancées par le P.C.F.

Devant un auditoire attentif, Maurice Houdon développa ensuite le programme du Parti.

Les contradicteurs furent invités à s'exprimer. Mais aucun n'eut le courage de se présenter à la tribune. Après adoption de l'ordre du jour, la réunion est levée au son de l'Internationale chantée le poing levé.

A Concarneau, le 19 octobre, c'est 1.200 travailleurs qui répondent à l'appel du P.C.I. Au Bureau, le père de notre camarade Bourhis. Assesseurs: la femme de notre camarade Guégen, maire de Concarneau, fusillé à Chateaubriant, et Pierre Fauvelais, organisateur des F.T.P.

A Brest, une réunion du P.C.I. avait lieu le 2 novembre. Deux responsables du P.C.F. veulent saboter la réunion. Invités à s'expliquer, ils se refusent piteusement et reconnaissent avoir rencontré les trotskystes dans les camps de concentration. Malgré les injures, nos camarades peuvent exprimer, en fin de réunion, notre programme, devant un auditoire qui apprécie peu les méthodes stalinienne.

L'Union... des poissons pilotes

LES navigateurs des mers du Sud ont créé la légende du poisson-pilote. Il s'agit d'un poisson de petite taille qui se fixe sur la tête des requins. Doué d'un odorat particulièrement développé il dirigerait le requin vers les bancs de poissons où celui-ci peut faire ripaille. D'où son nom.

Les savants admettent l'existence de cet animal curieux mais lui dénie tout rôle dans l'orientation du requin. Ce fameux pilote n'est qu'un vulgaire PARASITE, un poisson dégénéré, incapable de se mouvoir par lui-même, incapable de s'alimenter autrement qu'aux dépens d'animaux plus vigoureux, et incapable de se diriger. Accroché au requin il le suit partout où l'autre l'entraîne. Séparé de lui, il meurt.

Dans le genre humain le poisson-pilote est représenté par ces nombreuses chapelles sectaires qui, incapables de penser et d'agir par elles-mêmes, vivent en parasite du parti révolutionnaire. C'est ce rôle qu'a choisi le groupe de l'Union Communiste et son journal « Lutte de Classes ». Notre participation à la campagne électorale est pour cet organe la source de réflexions et de commentaires que remplissent la presque totalité de ses colonnes. Critiquer et ne pas agir telle est la formule de nos hommes-pilotes.

Cela ne leur donne assurément pas le droit de se revendiquer de la IV^e Internationale, qui, s'il lui arrive de se tromper, le fait dans la mesure où elle agit au lieu de bavarder.

La IV^e Internationale n'a, en France, qu'une seule section: le P. C. I. Nous pensons que nos camarades de l'Union Communiste, avec qui nous sommes d'accord sur la plupart des questions fondamentales, ont mieux à faire que de commenter l'action des autres, même lorsque les commentaires sont justifiés. A plusieurs reprises nous leur avons fait des propositions de fusion. Nous les renouvelons aujourd'hui.



L'article suivant nous a été transmis par un camarade lecteur de La Vérité. Il définit parfaitement la position de notre Parti.

Le problème fiscal est avant tout un problème d'ordre économique et social. Les tenants du régime capitaliste tendent à rejeter sur la masse du peuple le poids le plus lourd des impôts!

Et c'est pourquoi le régime fiscal actuel est au plus haut point anti-démocratique, et dirigé contre les travailleurs. C'est ainsi que l'abattement à la base, en matière d'impôt cédulaire sur les traitements et salaires, est de 20.000 francs, alors que la C.G.T. demande que le minimum vital exempté de taxe soit de 48.000 fr. Ce dernier chiffre, bien faible d'ailleurs, aurait dû être retenu comme base d'exonération: malheureusement c'est celui de... 40.000 qui l'a été, d'après les dernières déclarations de Pleven, et à compter seulement du 1^{er} décembre 1945.

Les travailleurs, lourdement frappés, tant par les impôts directs qu'indirects, n'ont aucune possibilité, soit de les récupérer, soit de s'y soustraire. En premier lieu, l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires, perçu par voie de retenue à la source, les atteint à chaque paie et son taux fixé à 3,75 %, en 1918 est actuellement de 16 %, ce qui constitue, malgré l'abattement à la base de 20.000 fr., une véritable spoliation.

Citons pour montrer l'importance de ces « prélèvements » quelques exemples sous la forme du tableau ci-dessous. (Il s'agit dans le cas invoqué d'un travailleur célibataire ou marié sans enfant.)

Table with 4 columns: Traitement mensuel, Impôt mensuel, Impôt retenu, Impôt pour l'année. Rows show values for 3,000, 3,700, 5,000, and 6,000.

En second lieu, les travailleurs sont atteints par l'impôt général sur le revenu, perçu par voie de rôle: ce qui entraîne pour leurs traitements ou salaires une deuxième imposition. A titre indicatif, signalons qu'un salarié marié ayant un enfant paiera à ce titre, une somme de 1.204 francs pour un revenu annuel taxable de 29.000 francs, soit 4 %!

Enfin, par le canal des divers impôts indirects (impôts sur les boissons, les sucres, le vinaigre, taxes sur le chiffre d'affaires, taxes de luxe etc.), les travailleurs paient encore des sommes considérables. Car le caractère de ces impôts sur la consommation ne permet pas au consommateur de discriminer la part qui va au commerçant, de celle qui va au fisc; l'impôt étant inclus dans le prix de la marchandise vendue ou du service rendu. Il est donc impossible d'échapper à ce genre inique d'impôts, qui, ainsi qu'on le sait, frappe proportionnellement beaucoup plus le pauvre que le riche. Les impôts indirects ont toujours eu la prédilection de la bourgeoisie française et de son corps financier de défense: l'Inspection des Finances.

Table with 3 columns: Nature des impôts, 1939, 1945. Rows show consumption tax, income tax, and fortune tax.

En interprétant ces chiffres, on se rend compte, malgré la diminution en 1945 du pourcentage des impôts de consommation (due à la pénurie générale des objets ou des produits) que les 2/5^{es} des rentrées fiscales sont alimentées par ces impôts scandaleux, foncièrement injustes.

Un membre du P.C.F. contre la calomnie

On écrit à « LA VÉRITÉ »

« Au nom de leurs fusillés par la vermine hitlérienne, Au nom de leurs déportés, Au nom des libertés démocratiques, La parole doit être donnée aux trotskystes comme aux communistes ».

Cette lettre a été remise à nos camarades de Clermont-Ferrand au cours de la réunion qu'ils avaient organisée le 26 octobre pour répondre aux calomnies stalinienne.

L'auteur, le camarade Figeac, est membre du Parti Communiste Français. Nous rendons hommage au courage de ce camarade qui affronte les foudres bureaucratiques pour « dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas ».

Ce n'est pas de gaieté de cœur que, ce matin, je lis dans le journal « La Liberté » que, samedi dernier, lors du meeting du M.U.R. et du P.C.F. on refusa de donner la parole au camarade représentant le P.C.I. en disant que ce Parti n'est qu'un ramassis de provocateurs hiliériens? A première vue l'on croit rêver quand on lit cela dans la presse et quand on pense à tous les camarades torturés, fusillés, massacrés appartenant à tous les clans politiques; et il faut avoir le courage de le dire, il y avait cependant là aussi des trotskystes. Mais, après tout, pour ma part, je le dis ici nettement que tout militant, quel qu'il soit, a droit à la parole à plus forte raison ceux qui nous reviennent des camps nazis.

Non, camarades! je ne me permettrais pas de vous calomnier, vous qui avez déjà connu les prisons françaises sous Daladier-au-pouvoir, sous Pétain, Maréchal-nous-voilà, etc...; tous, les uns et les autres, vous avez droit à notre témoignage de sympathie, vous avez le droit d'écrire, le droit de critique, le droit de réunion; nous sommes en démocratie, comme on le dit si bien... même avec la main sur le cœur.

Oui, camarades, contre la calomnie, nous vous adressons notre salut communiste; malgré vos souffrances, vous revenez avec un moral très haut, confiant dans le triomphe

« Dans le cadre du parti unifié leur critique aura plus de sens et plus d'efficacité. Dans l'isolement elle ressemble à un radotage de vieille femme à principes. Pierre FAYRE. »

final de la révolution prolétarienne et du socialisme. Nous nous découvrons respectueusement devant tous ceux qui ne reviendront jamais, qui sont tombés pour la classe ouvrière, pour le communisme.

Nous sommes fiers d'être du Parti de Lénine et de Staline, nous ne voulons pas que l'on se permette de traiter de rénégal, ceux qui appartiennent aux communistes internationalistes, nous n'en avons pas le droit. Tout ce qui touche au prolétariat est sacré.

Ensemble, nous devons lutter contre les fauteurs de guerre et leurs valets, pour que, dans 20 ans, une jeune génération ne connaisse pas, elle aussi, les horreurs de la guerre.

Tout ensemble, nous dirons, comme Marty le disait avant que la guerre se déclare — « à bas la guerre impérialiste » — et cette fois il faudra que, demain, MM. les Ministres prennent leurs responsabilités, et là aussi, cela sera si tout le prolétariat est uni. Oui, nous disons à bas la guerre, nous, les anciens de 14-18; il fallait faire la guerre pour tuer les guerres; en 1940, il fallait faire encore la guerre, mais cette fois-ci, il fallait la faire pour brider, museler les ouvriers.

Et comme le disait Marty en 1939, il fallait trouver les arguments pour justifier la guerre des Chamberlain, des Daladier, des banques internationales, etc...

Voilà, chers camarades, ce que tout militant a le droit de dire tout fort, ce que beaucoup pensent tout bas. Aujourd'hui, la guerre est finie, elle a tué des millions d'hommes, laissé mourir de faim des millions de femmes et d'enfants, appartenant à des sans partis, à des chrétiens, à des socialistes, à des communistes. Aujourd'hui, chacun a droit à la liberté, a droit à la parole.

Pour terminer, je dis avec vous, mes camarades: « Proletaires de tous les pays, unissons-nous envers et contre tous, nous sommes les plus forts, nous vaincrons. Oui, mais à une condition: que nous soyons unis! »

SUR LE FRONT OUVRIER

L'impôt cédulaire : FISCALITE DE CLASSE

Depuis le relèvement, début avril 1945, des « taxes de luxe », il y a lieu de supposer que ce pourcentage se trouvera sensiblement augmenté. Enfin on remarquera le faible pourcentage des impôts sur la fortune: 10 %, ce qui traduit le souci de protéger les riches, c'est-à-dire ceux qui pourraient et devraient payer.

Si les travailleurs paient un lourd tribut à la fiscalité de l'Etat bourgeois, les capitalistes savent pratiquer l'évasion fiscale indépendamment des mesures qui sont prises en leur faveur par le Ministre des Finances.

C'est ainsi que les « personnes morales » (entendons par là les sociétés) ne sont pas imposées à la taxe sur l'enrichissement, et que, d'autre part, ces mêmes sociétés bénéficient d'une taxe unique fixée à 5 %, seulement en ce qui concerne l'impôt sur le patrimoine. Quant aux fameux comités de confiscation qui doivent agir contre tous ceux qui ont réalisé des profits illicites, aucun ne s'est encore attaqué aux trusts ou aux grosses sociétés (B.N.C.I., Société Générale, produits chimiques, etc.). A la ca-

dence actuelle de l'examen des autres dossiers, ces comités opéreront encore en l'an 2000...

Que devons-nous proposer et défendre, en conséquence, sur le terrain fiscal?

Tout d'abord réclamer une réforme fiscale par un large abattement à la base, tenant compte du minimum vital.

Remanier les tarifs en les rendant plus progressifs pour les gros revenus; confisquer les bénéfices de guerre

Faire payer les riches!

Créer le casier fiscal après un recensement véritable des fortunes, sous le contrôle des commissions des travailleurs.

Supprimer le soi-disant « taxes de luxe » et les impôts de consommation! Ces mesures, bien entendu, ne sont que transitoires et pour l'immédiat, car seul un régime où n'existera plus l'exploitation capitaliste, pourra entreprendre et réaliser dans un esprit de justice, la réforme fiscale liée elle-même à la réforme de l'économie.

Aux chèques postaux BRISEURS DE GRÈVES!

Le mercredi 7 novembre, à 11 heures, la grève est déclenchée sur l'initiative de la section syndicale: il s'agit de faire échec au rappel à la tête des chèques postaux de Paris de M. Dallas qui, sous l'occupation allemande, a joué dans ce service le rôle de garde-chiourme et de flic. Les locaux sont occupés. A 12 heures, l'autre brigade se joint au mouvement. Une délégation est envoyée à M. Thomas, ministre S.F.I.O. des P.T.T. Elle est éconduite. Des délégations des bureaux parisiens viennent aux nouvelles et se déclarent prêtes à appuyer le mouvement; certains bureaux de chèques postaux de province affirment qu'ils sont prêts par solidarité à se joindre à la grève.

Les travailleurs des P.T.T. affirment ainsi leur profond mécontentement du sort qui leur est fait. Si le mouvement s'étend, on peut être sûr que d'autres revendications, telle que celle des 1.000 francs, seront fixées comme objectif. C'est bien ce que craint la direction stalinienne de la Fédération postale, Abadie et consorts, tout en s'affirmant, en principe, solidaires de la grève, font tout leur possible pour la torpiller. Finalement, Fleury donne l'ordre de reprise en disant que « de graves dangers », cachés et mystérieux, menacent la grève. Les grévistes ne comprennent pas. Les dirigeants syndicaux ne les éclairent pas. Eh bien! le grave danger, camarades, c'était que notre grève s'étende à l'ensemble des P.T.T. et qu'il y ait là un signal pour un grand mouvement, semblable à celui de juin 36 après les grèves de mai. Voilà pourquoi votre grève a été trahie.

Beaucoup de camarades, dégoûtés du ministre S.F.I.O. et de la direction stalinienne du syndicat, disent qu'ils ne paieront plus leurs timbres syndicaux. Non, camarades, il faut rester au syndicat, mais vous y organiserez en tendance « lutte de classes » et élire de nouveaux responsables.

Les services de sécurité des Galeries Lafayette seront-ils lok-outés ?

des Galeries Lafayette seront-ils lok-outés? parce qu'ils ont refusé d'accepter l'horaire imposé par la direction et décidé de continuer à travailler selon celui qu'ils avaient fixé. Solidarité avec les 100 camarades des services de sécurité.

Les ouvriers coiffeurs protestent...

parce que le rappel de leur salaire part du 30 juin alors que les augmentations de tarif dans les salons de coiffure datent du 15 mars.

Des ouvriers de la S.N.E.C.M.A. protestent contre le travail de nuit

Devant la décision de la direction de poursuivre le travail de nuit, les ouvriers de la S.N.E.C.M.A., à Argenteuil (ex-Gnome et Rhône), sont allés manifester devant le Bureau syndical et ont obligé Fleury, responsable syndical de nuit, à téléphoner à Weill, le directeur de l'usine.

La réponse de celui-ci fut assez équivoque, il promet de faire des démarches auprès de la Compagnie d'électricité et de prévenir les ouvriers, par voie de presse, si oui ou non l'équipe de nuit subsisterait.

Le travail de nuit n'apporte aucune amélioration du sort des ouvriers, non seulement l'on ne veut pas nous accorder la prime de 15 % (elle fut supprimée parce qu'étant accordée par les autorités d'occupation), mais l'on nous fait faire des nuits de 10 h. 30, il est vrai que cette semaine cela a duré trois jours, la semaine prochaine cela devrait durer quatre jours.

Camarades, nous vous envoyons cette lettre, espérant que vous en prendrez note et que vous nous aiderez à surmonter cet état de fait lamentable. un groupe d'ouvriers de la S.N.E.C.M.A. Argenteuil.

Dans le Bâtiment Echelle mobile des salaires

Les salaires restent stationnaires pendant que le coût de la vie s'élève tous les jours. Pour y remédier, le syndicat ne propose que de travailler davantage contre des primes collectives par équipe. L.U.S.B. ne peut évidemment pas aller jusqu'à précipiter le travail à la tâche contre lequel les gars du bâtiment ont lutté ferme avant la guerre, mais pour faire plaisir tout de même aux patrons patriotes ou non avec lesquels il collabore, le syndicat trouve cette grosse malice du travail à la prime collective partagée entre tous. Dans de grandes phrases démagogiques, on condamne le travail à la tâche, cependant qu'en contrebande on essaie de l'imposer sous forme de travail à la prime collective.

Pour mieux faire passer cette trahison du travail à la prime, on fait miroiter aux yeux des ouvriers que l'on va arracher au patronat des normes de production de 25 % au-dessous de celles d'avant-guerre. Les gars du bâtiment ne se laisseront pas prendre à ce piège. Il faut fixer des normes de production justes, ouïl mais pas de travail à la prime!

Pour gagner leur vie, les ouvriers ne doivent pas travailler à la tâche, seule l'échelle mobile des salaires garantira leur pouvoir d'achat et arrêtera la hausse du coût de la vie.

Un gouvernement à l'image de la nation

NOUS lisons tous les jours dans la presse ouvrière cette revendication « un gouvernement à l'image de la nation ». Dans l'esprit des rédacteurs de l'« Humanité » et du « Populaire » cela veut dire un gouvernement à trois (M. R. P., S. F. I. O., P. C. F.) le P. C. F. ayant un tiers des sièges, la S. F. I. O. le 2^e tiers.

Est-ce cela l'« image de la Nation »? Les travailleurs ont-ils donc cessé d'être exploités et misérables? Les capitalistes ont-ils cessé de leur voler le fruit de leur travail et d'accumuler ainsi de beaux bénéfices.

L'image de la nation? Mais c'est celle d'une lutte permanente entre les classes; d'un côté une minorité d'exploiteurs s'efforçant de faire payer au peuple les frais de leur guerre impérialiste et de limiter les libertés démocratiques; d'un autre côté l'immense masse des exploités luttant pour mettre fin à leurs maux.

Un gouvernement à l'image de la nation? Mais c'est celui qui traduirait cette réalité qui domine tout: la lutte entre les classes.

Pour nous, nous connaissons au moins deux images de la nation: celle des capitalistes et celle de la classe ouvrière. C'est l'ABC du socialisme.

La dictature de De Gaulle est une solution de gouvernement à l'image des capitalistes. C'est ce que nous avons connu pendant 15 mois. Nous n'en voulons pas!

Mais il existe une autre solution, celle dictée par le suffrage universel: un gouvernement à l'image de la classe ouvrière, un gouvernement Thorez-Blum-C.G.T. sans de Gaulle, sans M.R.P., sans radicaux, c'est-à-dire sans agents des trusts.

Pour appliquer le programme de nationalisation et de lutte contre les trusts il n'y a pas d'autre voie.

Aux travailleurs de l'imposer, non seulement à la bourgeoisie mais à leurs propres « chefs » qui font la sourde oreille.

CONTROLE OUVRIER

chez S.N.C.A.M. (Les Mureaux)

On y répare des « spifires » qui sont facturés aux Anglais. Puis ceux-ci sont revendus à la France comme neufs.

Ces appareils sont démodés par rapport aux nouveaux appareils à réaction et autres. Voilà un exemple entre mille de l'incohérence et de l'anarchie du système capitaliste.

« Produire d'abord », sans plan de la C.G.T. et sans contrôle ouvrier, c'est mettre la charrue avant les bœufs.

Grèves pour les salaires!

- * Grève des imprimeurs de presse à Lille.
* Grève des mineurs du puits Gargan à la Petite Rosselle (Moselle).
* Continuation de la grève des employés du P. M. U. à la suite de l'intransigeance du Ministre du travail qui a remis en question un accord préalablement accepté par M. Chaillet, inspecteur général au ministère du Travail.
* Une grande agitation se manifeste dans les ports et docks.
* A Boulogne plusieurs centaines de dockers se sont rendus à la sous-préfecture et ont réclamé l'ouverture de chantiers et la construction d'habitations provisoires pour les sinistrés. Ils ont réclamé une augmentation générale des salaires.
* Débrayages à Lorient et Rouen.
* A St-Malo, St-Servan, Parem, la grève des charbonniers à la suite d'une brutale baisse du taux horaire des salaires a été appuyée par une grève générale de trois jours: GRÈVE VICTORIEUSE.

Motion pour l'Indochine

Le Syndicat des instituteurs de Seine-et-Oise s'élève contre les arrestations arbitraires des membres de la délégation indochinoise en France et réclame leur libération immédiate.

Proteste avec énergie contre la répression sanglante exercée contre les Indochinois dont le seul crime est de vouloir l'indépendance de leur pays.

Ils demandent à la C.G.T. (dockers, cheminots) de s'opposer par tous les moyens à l'envoi d'armes de Indochine. (Adopté par le Conseil syndical de Seine-et-Oise à l'unanimité moins 2 voix et 6 abstentions.)

Du centre syndical de Taverny-Bessancourt, nous lisons dans la « Marseillaise de Seine-et-Oise » la résolution suivante sur la répression contre les Indochinois:

Le Centre syndical de Taverny proteste de toutes ses forces contre l'attitude du Gouvernement en Indochine et la répression féroce exercée contre les Indochinois dont le seul crime est la lutte qu'ils mènent pour l'indépendance de leur pays.

Réclame l'évacuation immédiate de l'Indochine par les troupes de Leclerc qui emploient contre les Annamites, avec l'aide des Japonais, les mêmes méthodes que les nazis ont employées à Oradour et dans toute l'Europe.

Demande à la C. G. T., particulièrement aux camarades dockers, d'empêcher, par tous les moyens, l'expédition d'armes et de troupes en Indochine, suivant l'exemple des dockers australiens.